









La régie automatisée, quoi qu'il en coûte!

L'expérimentation de la régie automatisée devrait être un lointain souvenir. Elle aurait dû se dérouler au premier semestre, et aujourd'hui, l'automate devrait être en exploitation. Mais ce programme a été chamboulé par le premier confinement. Dans le pays, il fallait, quoiqu'il en coute, protéger la santé des français. Et dans l'entreprise, il fallait, quoiqu'il en coute, protéger la santé des salariés. Dans l'antenne de Rouen, la protection des équipes, conjuguée à la nécessité de diffuser, fut la priorité de tous. Et nous avons toutes et tous mené à bien ce double objectif.

Aujourd'hui, pour le deuxième confinement, la donne a changé. La direction a choisi de maintenir les formations pour la régie automatisée. Même si elles ne se font pas en télétravail. A partir du 2 novembre, des techniciens sont planifiés pour des stages en présentiel, dans des locaux extérieurs à nos locaux. C'est en totale contradiction avec les engagements de l'entreprise qui demande de "maintenir sur site les équipes qui concourent directement aux antennes". Cette décision, grave et intolérable, fait courir des risques inutiles aux salariés dans le contexte sanitaire actuel.

Les élus ont dénoncé ce maintien des formations devant la direction régionale au niveau RP, et devant la direction du réseau au niveau CSE. Les réponses sont identiques : la décision s'est prise au plus haut niveau de l'entreprise, donc le bureau de la PDG. C'est dire l'importance stratégique qu'elle donne à l'automate. La sécurité des salariés pendant le confinement passe après.

La situation sanitaire en Normandie est plus grave aujourd'hui que lors du premier confinement. La ville de Rouen est en rouge écarlate, et faisait partie des premières métropoles mises sous couvre-feu. Il est donc encore temps d'arrêter ce calendrier. D'autant plus qu'à la veille des formations, des stagiaires n'ont même pas reçu leur convocation! Quelle impréparation!

La précipitation et l'entêtement de la direction creusent encore plus le fossé avec le collectif rouennais, déjà réticent à l'expérimentation. Les projets menés à marche forcée sont d'un autre âge. La direction générale doit savoir lever le pied. La sagesse et la Covid 19 l'imposent.